

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Révolutions en Tunisie et en Égypte

Le bal des hypocrites

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 6 février 2011

Démocratie & Socialisme

La révolution qui a embrasé la Tunisie et qui s'étend maintenant aux autres pays du Maghreb et dans les pays arabes du Moyen Orient bouleverse toutes les mauvaises habitudes acquises et montre à quel point la démocratie politique n'est, pour les dirigeants occidentaux, qu'un mot vide de sens, un mot hypocrite, quand il s'agit de cette partie du monde.

Le gouvernement israélien

Le gouvernement israélien rappelle à qui veut l'entendre qu'Israël est la seule démocratie de la région. Et il entend bien qu'elle le reste puisqu'il s'oppose à toute solution démocratique, en Tunisie, en Égypte ou dans tout autre pays arabe. Pour lui, la seule alternative est entre Moubarak et Ahmadinejad. Entre la dictature de l'armée et celle de l'islamisme radical.

Il reproche à Jimmy Carter d'avoir lâché le Shah d'Iran et d'avoir, ainsi, permis à l'Islam radical d'accéder au pouvoir en Iran.

C'est oublier au passage que c'est en soutenant aussi longtemps qu'ils l'avaient pu la dictature du Shah d'Iran que les dirigeants américains avaient fait le lit des Ayatollahs.

C'est oublier, également, que c'est en armant Saddam Hussein et l'Iraq pour les lancer dans une guerre effroyable contre l'Iran (8 ans et 1,2 millions de morts) que les dirigeants américains ont permis aux islamistes radicaux d'affermir leur pouvoir en Iran.

Pour le gouvernement israélien, la démocratie est impossible dans un pays arabe. Ce qui lui permet de brandir l'épouvantail de l'islamisme radical que reprennent les gouvernements occidentaux à l'usage de leurs propres peuples.

Il ne cherche surtout pas à distinguer entre le PKE turc qui est en quelque sorte à l'Islam, ce que la Démocratie chrétienne allemande est à la religion chrétienne et les dirigeants iraniens.. Il met dans le même sac les islamistes tunisiens d'Ennahdha, proches du PKE turc, les islamistes radicaux iraniens et les Frères musulmans égyptiens, plus proches des premiers que des seconds.

Cette vision du monde n'est pas nouvelle. Le légat du Pape Innocent III, Arnaud Amaury, l'avait déjà formulée sous sa forme la plus extrême, après la prise de Béziers en 1209 : « Tuez-les tous ; Dieu reconnaîtra les siens ».

Michel Barnier, commissaire de l'Union européenne

Barnier déclarait, le 3 février : « La parole doit venir des urnes [...] Hosni Moubarak détient la clé pour sortir de la crise ».

Le jour même, le vice-président égyptien Omar Souleiman déclarait que la Constitution pouvait être revue, mais après l'élection présidentielle de septembre.

Or, avec l'actuelle Constitution, Hosni Moubarak a été élu en 1987, 1993 et 1997 avec plus de 95 % des voix. La même Constitution, légèrement modifiée, lui avait permis de triompher avec « seulement » 88,6 % des voix en 2005 !

Ce n'est pas tant la clé de la crise que détient Moubarak (sauf s'il décidait enfin de prendre l'avion) mais plutôt celle des urnes tant que la Constitution égyptienne actuelle sera en place.

Sarkozy, Merkel, Cameron, Berlusconi, Zapatero

Ces cinq chefs d'État ont signé une déclaration commune dans laquelle ils affirment que « les Égyptiens doivent pouvoir exercer librement et pacifiquement leur droit de manifester et bénéficier de la protection des forces de sécurité ».

Certes, ces cinq chefs d'État auraient d'ailleurs dû y penser avant car cela fait quelques décennies que le droit de manifestation est interdit en Égypte et les manifestants sauvagement réprimés par les « forces de sécurité ». Mais que faire quand la police, loin de permettre l'exercice du droit de manifester, tire sur la foule et envoie des hommes de main armés pour attaquer une manifestation pacifique en faisant des milliers de blessés et des dizaines de morts ?

Nos cinq chefs d'État se taisent et renvoient dos-à-dos la violence « d'où qu'elle vienne », oubliant au passage que c'est contre une dictature d'une rare férocité que se révoltent les Égyptiens et que c'est la violence de la dictature qu'il faut condamner si l'on veut vraiment que s'instaure en Égypte une démocratie politique.

Berlusconi accentue le grand écart des cinq dirigeants en affirmant : « J'espère qu'en Égypte, il pourra y avoir transition vers un système plus démocratique sans rupture avec le président Moubarak qui, en Occident, et par-dessus tout aux États-Unis, est considéré comme le plus sage des hommes et comme un point de référence ». Plus sage que Benito Mussolini ?

Michèle Alliot-Marie

Alliot-Marie s'obstine et nie, sans aucun succès, ses collusions avec la dictature tunisienne. Surtout, la principale excuse mise en avant par la ministre des Affaires est particulièrement odieuse : elle n'avait « pas vu venir les événements ».

Quel aveu ! Pour Alliot-Marie, si « les événements » n'avaient pas eu lieu et surtout si la révolution tunisienne n'avait pas triomphé, personne n'aurait pu lui reprocher d'avoir proposé d'envoyer des instructeurs à la police de Ben Ali, de la pourvoir en grenades lacrymogènes et d'utiliser un jet du clan d'un dictateur faisant aujourd'hui l'objet d'un mandat d'arrêt international.

Sans la révolution, pour Alliot-Marie, la dictature de Ben Ali n'aurait donc jamais été une dictature emprisonnant des milliers d'opposants sans aucune garantie judiciaire, torturant et assassinant des centaines d'opposants.

DSK

« Le Fonds monétaire international est prêt à aider l'Égypte, et d'autres pays dans la même situation, à reconstruire leur économie » indiquait son directeur général, Dominique Strauss-Kahn, le 2 février dernier.

Reconstruire l'économie égyptienne ? Comment une telle appréciation est-elle compatible avec le rapport du Fonds Monétaire International du 14 avril 2010 ne tarissant pas d'éloges sur l'économie égyptienne et apportant un clair soutien à la politique du président égyptien, élève appliqué des experts du FMI. ?

« Reconstruire » l'économie égyptienne en imposant à sa population les « plans d'ajustement structurel » habituels du FMI, tournant encore plus l'économie de ce pays vers l'exportation, réduisant le secteur public comme peau de chagrin pour le livrer aux multinationales du Nord ne réduirait pas le chômage des jeunes comme l'affirme DSK. Cette « reconstruction » ne pourrait que l'aggraver, comme dans tous les pays où le FMI a « aidé » à « reconstruire » l'économie de pays déjà ravagés par les dégâts de la finance.

DSK affirmait, par ailleurs, que l'on pourrait voir « une montée du protectionnisme en matière de commerce et de finance » et que cette montée pourrait conduire à « une instabilité sociale et politique croissante au sein des pays, voire à la guerre ».

Mais ce n'est pas demain, après l'instauration si redoutée par DSK du « protectionnisme » que se déroulent les insurrections tunisiennes et égyptiennes mais aujourd'hui. Alors que ces pays sont parmi les meilleurs élèves du FMI et que leurs économies sont ouvertes à tous les capitaux, à toutes les marchandises, à tous les services.

Comment le Directeur général du FMI peut-il nier l'évidence et ne pas constater que c'est précisément la mondialisation libérale, la libre circulation des marchandises et des capitaux, dans le seul intérêt des multinationales et de la finance, qui est la principale source de la croissance actuelle de l'« instabilité sociale et politique » ?

Pourquoi semble-t-il regretter cette « instabilité sociale et politique croissante » ? Lui préférerait-il la stabilité sociale et politique des dictatures ? Les éloges tressés aux économies tunisienne et égyptienne, l'acceptation ravie de la décoration que lui avait décernée Ben Ali en 2008 semblent, malheureusement, bien aller dans ce sens.

Comment peut-il se refuser de voir que c'est, avant tout, cette mondialisation libérale, dont le FMI est un des rouages essentiels, qui prépare le retour aux replis nationalistes ou religieux et à la guerre ? Exactement comme la mondialisation libérale de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle avait entraîné les deux guerres mondiales et le repli autarcique de nombreuses économies nationales dans l'entre deux guerres.

Jérôme Frévent